

10.

Agents d'évaluation du crédit

- 10.1 Avis et communiqués
 - 10.2 Réglementation et lignes directrices
 - 10.3 Désignation à titre d'agent d'évaluation du crédit
 - 10.4 Sanctions administratives
 - 10.5 Autres décisions
-

10.1. AVIS ET COMMUNIQUÉS**Décret 509-2022 – Loi sur les agents d'évaluation du crédit (2020, chapitre 21) - Entrée en vigueur de certaines dispositionsⁱ**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en version française et anglaise, le décret suivant :

- *Loi sur les agents d'évaluation du crédit (2020, chapitre 21) - Entrée en vigueur de certaines dispositions.*

Avis de publication

Le décret a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 6 avril 2022 et est reproduit ci-dessous.

Le 7 avril 2022

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Entrée en vigueur de lois

Gouvernement du Québec

Décret 509-2022, 23 mars 2022

Loi sur les agents d'évaluation du crédit (2020, chapitre 21)

— Entrée en vigueur de certaines dispositions

CONCERNANT l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit

ATTENDU QUE la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (2020, chapitre 21) a été sanctionnée le 28 octobre 2020;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 116 de cette loi, les dispositions de cette loi entrent en vigueur le 1^{er} février 2021, à l'exception de celles des articles 8, 13 et 15 en ce qu'elles concernent le gel de sécurité et notamment de celles des articles 9, 18 et 108, qui entrent en vigueur à la date fixée par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 172 de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25), entré en vigueur le 22 septembre 2021, l'article 108 de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit a été modifié;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1^{er} février 2023 la date de l'entrée en vigueur des dispositions des articles 8, 13 et 15 en ce qu'elles concernent le gel de sécurité ainsi que de celles des articles 9, 18 et 108, modifié par l'article 172 de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels, de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE soit fixée au 1^{er} février 2023 la date de l'entrée en vigueur des dispositions des articles 8, 13 et 15 en ce qu'elles concernent le gel de sécurité ainsi que de celles des articles 9, 18 et 108, modifié par l'article 172 de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25), de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2).

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76917

Coming into force of Acts

Gouvernement du Québec

O.C. 509-2022, 23 March 2022

**Credit Assessment Agents Act
(2020, chapter 21)**

— **Coming into force of certain provisions**

COMING INTO FORCE of certain provisions of Credit Assessment Agents Act

WHEREAS the Credit Assessment Agents Act (2020, chapter 21) was assented to on 28 October 2020;

WHEREAS, under section 116 of that Act, the Act comes into force on 1st February 2021, except sections 8, 13 and 15 insofar as they concern security freezes and, in particular, sections 9, 18 and 108, which come into force on the date to be set by the Government;

WHEREAS, under section 172 of the Act to modernize legislative provisions as regards the protection of personal information (2021, chapter 25), that came into force on 22 September 2021, section 108 of the Credit Assessment Agents Act was amended;

WHEREAS it is expedient to set on 1st February 2023 the date of coming into force of sections 8, 13 and 15 insofar as they concern security freezes and sections 9, 18 and 108, amended by section 172 of the Act to modernize legislative provisions as regards the protection of personal information, of Credit Assessment Agents Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT 1st February 2023 be fixed as the date of coming into force of sections 8, 13 and 15 insofar as they concern security freezes and sections 9, 18, and 108, amended by section 172 of the Act to modernize legislative provisions as regards the protection of personal information (2021, chapter 25), of Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2).

YVES OUELLET
Clerk of the Conseil exécutif

105624

10.2. RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

10.2.1. Consultation

Publication d'un projet de règlement à la Gazette officielle du Québec pour consultation – Règlement sur les règles relatives à la répartition des frais par l'Autorité des marchés financiers entre les agentes d'évaluation du créditⁱ

Vous trouverez, ci-dessous, le projet de règlement suivant, en versions française et anglaise :

- *Règlement sur les règles relatives à la répartition des frais par l'Autorité des marchés financiers entre les agentes d'évaluation du crédit.*

Ce projet de règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 6 avril 2022 (154e année, n° 14). Le texte du projet pourra être approuvé avec ou sans modification par le gouvernement à l'expiration du délai de 45 jours à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* le 6 avril 2022.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit à l'adresse mentionnée dans l'avis, avant l'expiration du délai de 45 jours à compter de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le 7 avril 2022

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Ce projet de règlement vise à modifier l'organisation scolaire pour l'année scolaire 2021-2022. La modification proposée réduit le nombre minimal de journées du calendrier scolaire qui doivent être consacrées aux services éducatifs.

Ce projet de règlement n'a pas de répercussion sur les citoyens et les entreprises, en particulier les PME.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à madame Christine Di Loreto, Direction des encadrements pédagogiques et scolaires, ministère de l'Éducation, 600, rue Fullum, 10^e étage, Montréal (Québec) H2K 4L1; courriel : Christine.DiLoreto@education.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, à madame Marie-Ève Chamberland, secrétaire générale, ministère de l'Éducation, 1035, rue De La Chevrotière, 15^e étage, Québec (Québec) G1R 5A5; courriel : marie-eve.chamberland@education.gouv.qc.ca.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

Règlement modifiant le Régime pédagogique modifié de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2021-2022

Loi sur l'instruction publique
(chapitre I-13.3, a. 447, 1^{er} al., 2^e al., par. 1^o
et 3^e al., par. 2^o)

1. Le Régime pédagogique modifié de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2021-2022, édicté par le décret numéro 1213-2021 du 8 septembre 2021 et modifié par le décret numéro 31-2022 du 12 janvier 2022, est modifié par l'insertion, avant l'article 1, du suivant :

«**0.1.** L'article 16 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (chapitre I-13.3, r. 8) se lit comme suit pour l'année scolaire 2021-2022 :

16. Le calendrier scolaire de l'élève comprend l'équivalent d'un maximum de 200 journées dont au moins 173 doivent être consacrées aux services éducatifs.

Toutefois, le calendrier scolaire de l'élève handicapé et de l'élève vivant en milieu économiquement faible, visés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 12, comprend l'équivalent d'un maximum de 200 demi-journées dont au moins 173 doivent être consacrées aux services éducatifs, à moins que le centre de services scolaire, dans la mesure et aux conditions déterminées par le ministre, l'en ait exempté.»

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77013

Projet de règlement

Loi sur les agents d'évaluation du crédit
(chapitre A-8.2)

Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions
(2022, chapitre 3)

Règles relatives à la répartition des frais par l'Autorité des marchés financiers entre les agents d'évaluation du crédit

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement sur les règles relatives à la répartition des frais par l'Autorité des marchés financiers entre les agents d'évaluation du crédit, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement prévoit les règles selon lesquelles les frais engagés pour l'application de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2) sont répartis entre les agents d'évaluation du crédit. Plus précisément, ces frais seront répartis entre les agents d'évaluation du crédit proportionnellement au nombre de dossiers de personnes concernées détenus par chacun d'eux. Le projet de règlement introduit la méthode de calcul correspondant à ces frais.

Également, ce projet de règlement prévoit que le nombre de dossiers détenus par chaque agent d'évaluation du crédit est comptabilisé au 31 décembre de chaque année.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Jean-Hubert Smith-Lacroix, Coordonnateur au

développement législatif et réglementaire à la Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, ministère des Finances, 8, rue Cook, bureau 4.08-B, Québec (Québec) G1R 0A4, par courrier électronique à l'adresse suivante : jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre des Finances, 390, boul. Charest Est, 8^e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

Règlement sur les règles relatives à la répartition des frais par l'Autorité des marchés financiers entre les agents d'évaluation du crédit

Loi sur les agents d'évaluation du crédit
(chapitre A-8.2, a. 63)

Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions
(2022, chapitre 3)

1. Les frais engagés pour l'application de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2) pour une année sont répartis entre les agents d'évaluation du crédit proportionnellement au nombre de dossiers de personnes concernées qu'ils détiennent.

Ces frais correspondent, pour chaque agent d'évaluation du crédit, au produit des frais déterminés par le gouvernement et de la proportion des dossiers que l'agent d'évaluation du crédit détient, laquelle correspond aux nombres de dossiers détenus par ce dernier sur la somme des dossiers détenus par tous les agents d'évaluation du crédit.

Pour l'application du premier alinéa, le nombre de dossiers détenus par chaque agent d'évaluation du crédit est comptabilisé au 31 décembre de l'année précédente.

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

76925

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

Droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à apporter une modification de concordance au Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI (chapitre V-1.1, r. 2.1) afin d'abroger les droits exigibles pour le dépôt d'une notice annuelle par les organismes de placement collectif, qui ne sont plus tenus de la déposer lorsqu'ils procèdent au placement permanent de leurs titres.

Les modifications proposées n'ont pas d'impact sur les entreprises, en particulier les PME.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordonnateur au développement législatif et réglementaire à la Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier du ministère des Finances, par courrier électronique à l'adresse suivante : Jean-Hubert.Smith-Lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre des Finances, 390, boulevard Charest Est, 8^e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

Publication of draft Regulation in the *Gazette officielle du Québec* for comment – Regulation respecting the rules for the distribution of the costs by the Autorité des marchés financiers among the credit assessment agentsⁱ

Below are the English and French versions of the following draft Regulation:

- *Regulation respecting the rules for the distribution of the costs by the Autorité des marchés financiers among the credit assessment agents.*

This draft Regulation was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* dated April 6, 2022 (Vol. 154, No. 14). The text of the draft Regulation may be approved by the government, with or without amendment, after 45 days have elapsed since its publication in the *Gazette officielle du Québec* on April 6, 2022.

Comments regarding the above may be made in writing to the address given in the notice before the expiry of the 45-day period from the date of publication in the *Gazette officielle du Québec*.

April 7, 2022

ⁱ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

2. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

105631

Draft Regulation

Credit Assessment Agents Act
(chapter A-8.2)

An Act respecting the implementation of certain provisions of the Budget Speech of 25 March 2021 and amending other provisions (2022, chapter 3)

Rules for the distribution of the costs by the Autorité des marchés financiers among the credit assessment agents

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the rules for the distribution of the costs by the Autorité des marchés financiers among the credit assessment agents, appearing below, may be made by the Government on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation sets out rules under which the Autorité des marchés financiers distributes among the credit assessment agents the costs it incurs for the administration of the Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2). More specifically, the costs are distributed among the credit assessment agents in proportion with the number of records of persons concerned held by each of them. The draft Regulation introduces the calculation method corresponding to those costs.

The draft Regulation also provides that the number of records held by each credit assessment agent is recorded at 31 December each year.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, legislative and regulatory development, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, bureau 4.08-B, Québec (Québec) G1R 0A4; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390 boul. Charest Est, 8^e étage, Québec (QC) G1K 3H4.

ERIC GIRARD
Minister of Finance

Regulation respecting the rules for the distribution of the costs by the Autorité des marchés financiers among the credit assessment agents

Credit Assessment Agents Act
(chapter A-8.2, s. 63)

An Act respecting the implementation of certain provisions of the Budget Speech of 25 March 2021 and amending other provisions (2022, chapter 3)

1. The costs incurred by the Autorité des marchés financiers for the administration of the Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2) for a year are distributed among the credit assessment agents in proportion with the number of records of persons concerned they hold.

The costs, for each credit assessment agent, correspond to the product of the costs determined by the Government and the proportion of records the credit assessment agent holds, which corresponds to the number of records held by the credit assessment agent in relation to the sum of the records held by all the credit assessment agents.

For the purposes of the first paragraph, the number of records held by each credit assessment agent is recorded at 31 December of the preceding year.

2. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

105626

10.2.2. Publication

Aucune information.

10.3 DÉSIGNATION À TITRE D'AGENT D'ÉVALUATION DU CRÉDIT

Aucune information.

10.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

10.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.